



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

# AFRIQUE DE L'OUEST (HORS NIGÉRIA ET GHANA)

REGIS RAFFIN – CONSEILLER AUX AFFAIRES AGRICOLES

**Rencontres des réseaux Afrique  
28 janvier 2026**

## Forces – Démographie, urbanisation et taille du marché

- **Afrique de l'Ouest (16 pays) : 472,1 M d'habitants en 2025** regroupés au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avant le récent départ des 3 pays (Burkina Faso, Mali, Niger) de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) - zone d'intégration économique. **800 M en 2050 – 1,5 Md en 2100.**
- **Zone (14 pays : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, Sierra Léone) : 189,1 M d'habitants.**
- Afrique de l'ouest francophone (9 pays) : 169,4 M d'habitants.
- UEMOA (8 pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) : 156,8 M d'habitants partageant une monnaie commune le franc CFA (Inflation et dette maîtrisées).
  
- **Population jeune : 17,5 ans âge médian CEDEAO.**
- **Urbanisation rapide** : entre 2 et 4% par an. (Agglomérations urbaines de Lagos 22,0 M ; **Abidjan 6,6 M** ; Accra 5,6 M ; **Dakar 3,9 M** ; **Cotonou 2,5 M** ; **Lomé 2,4 M** ; **Conakry 2,2 M**).
- **Classe moyenne qui se renforce** et augmente son pouvoir d'achat : environ 25% de la population (revenu quotidien situé entre 2 et 20 USD par personne). Dépasse les produits de première nécessité pour inclure des produits « premium », des services, et une forte part du budget est consacrée à l'éducation, souvent par un effort d'épargne important.

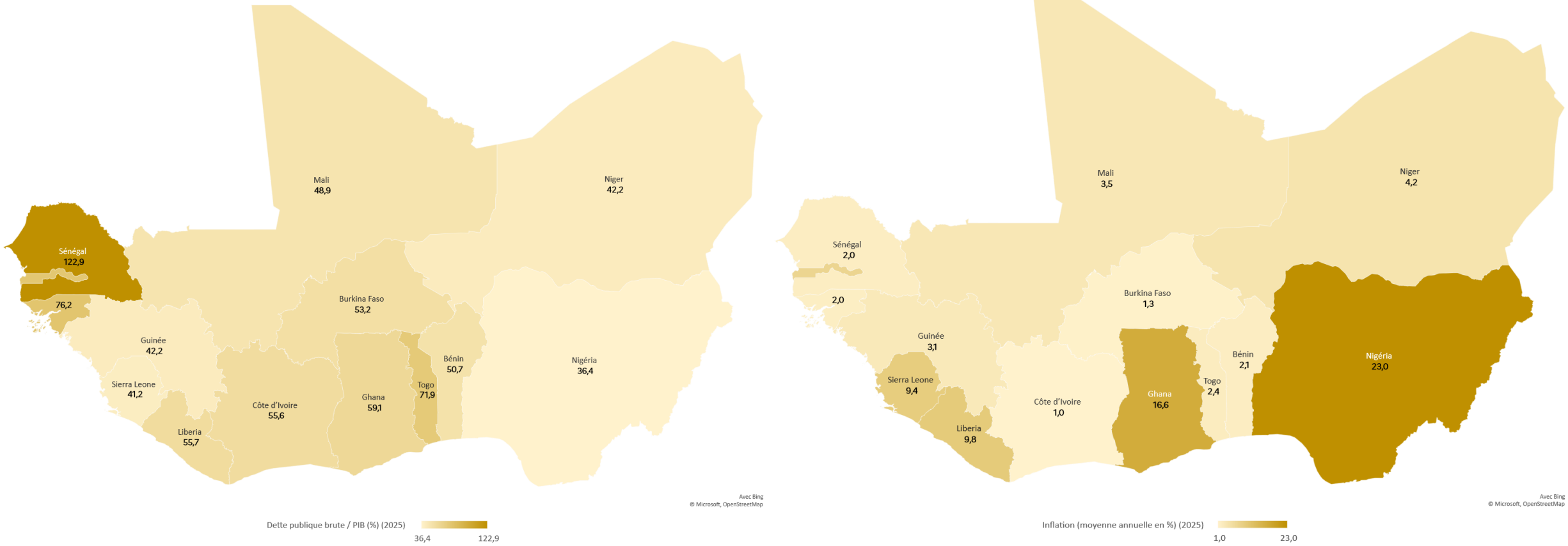
## Forces – Indicateurs macro économiques favorables

Croissance économique robuste depuis plusieurs années et amélioration de la plupart des indicateurs de développement.

Pays (2024)	Population	PIB annuel (M EUR)	PIB par habitant (EUR)	Croissance PIB	Part PIB agricole	IDH	Dette totale (M EUR)	Dette (%PIB)	Déficit (%PIB)
Nigeria	232.679.478	232.991	1.001	3,4%	25,9%	0,548	91.642	39,33%	-1,57%
Ghana	34.427.414	76.042	2.209	5,6%	20,9%	0,602	58.901	79,09%	-3,37%
Côte d'Ivoire	31.934.230	80.483	2.520	6,0%	15,9%	0,534	47.694	59,25%	-3,97%
Niger	27.032.412	18.363	679	10,3%	34,5%	0,394	8.670	47,22%	-4,27%
Mali	24.478.595	24.755	1.011	5,0%	33,3%	0,410	10.161	51,88%	-3,57%
Burkina Faso	23.548.781	21.376	908	4,8%	20,9%	0,438	12.237	57,25%	-5,84%
Sénégal	18.661.000	30.327	1.625	6,1%	16,6%	0,517	38.950	128,43%	-13,42%
Guinée	14.754.785	23.105	1.566	5,4%	31,0%	0,471	10.935	48,84%	-4,99%
Bénin	14.462.724	19.858	1.369	7,5%	24,2%	0,504	10.611	53,44%	-3,06%
Togo	9.548.000	9.035	973	4,3%	21,3%	0,547	6.513	72,09%	-7,43%
Sierra Leone	8.642.000	7.201	833	6,5%	29,2%	0,458	3.006	41,74%	-4,53%
Liberia	5.613.000	4.416	787	4,0%	33,8%	0,487	2.525	57,18%	-1,98%
Mauritanie	5.169.395	10.078	1.950	6,3%	19,3%	0,540	4.672	47,12%	-2,45%
Gambie	2.759.988	2.222	805	5,6%	20,4%	0,495	1.665	80,24%	-3,69%
Guinée-Bissau	2.201.352	2.050	931	4,1%	42,2%	0,483	1.661	82,21%	-7,26%
Cap-Vert	512.000	2.519	4.925	7,2%	4,9%	0,661	2.802	111,23%	-1,07%
<b>CÉDÉAO</b>	<b>456.425.124</b>	<b>564.821</b>	<b>1.229</b>	<b>5,1%</b>			<b>313.645</b>	<b>55,52%</b>	

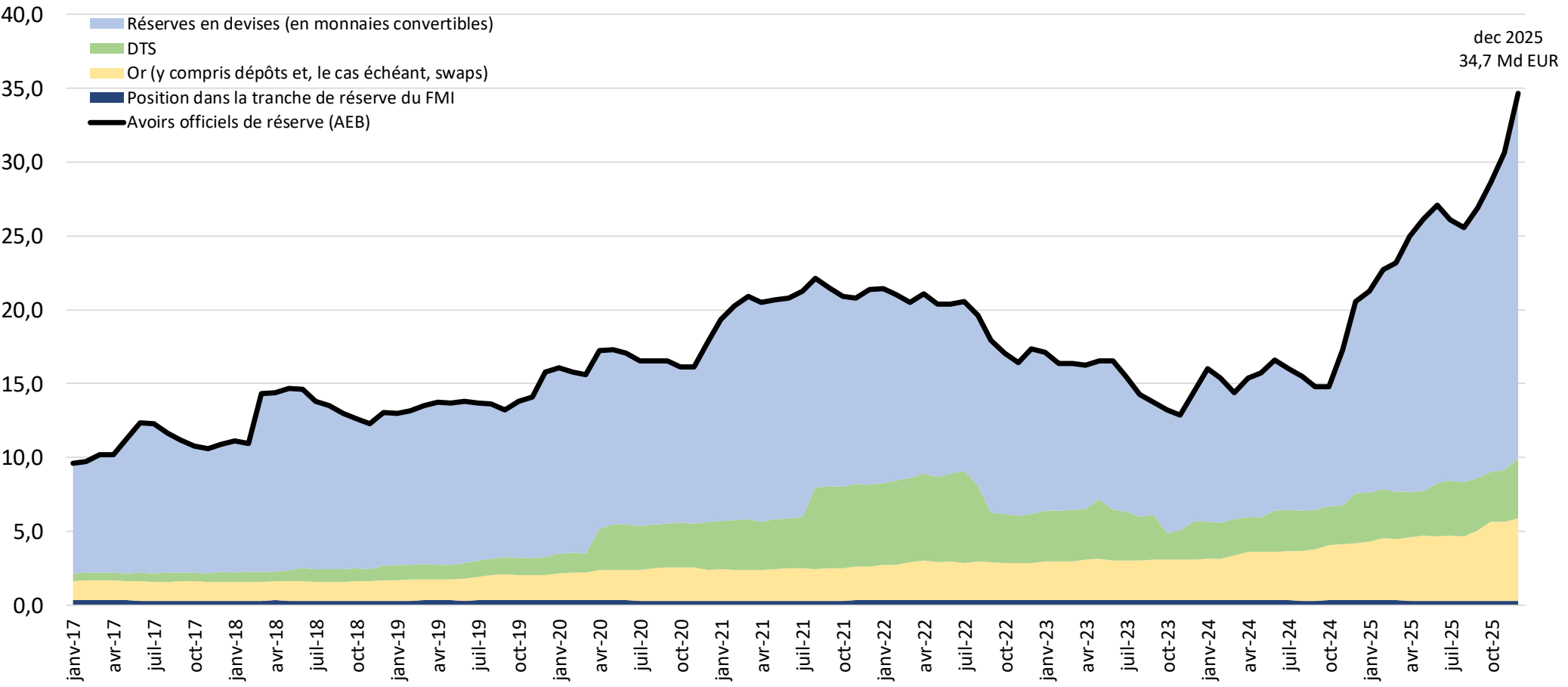
# Forces – Indicateurs macro économiques favorables

Dette et inflation maîtrisées = accès aux financements.



# Forces – Indicateurs macro économiques favorables

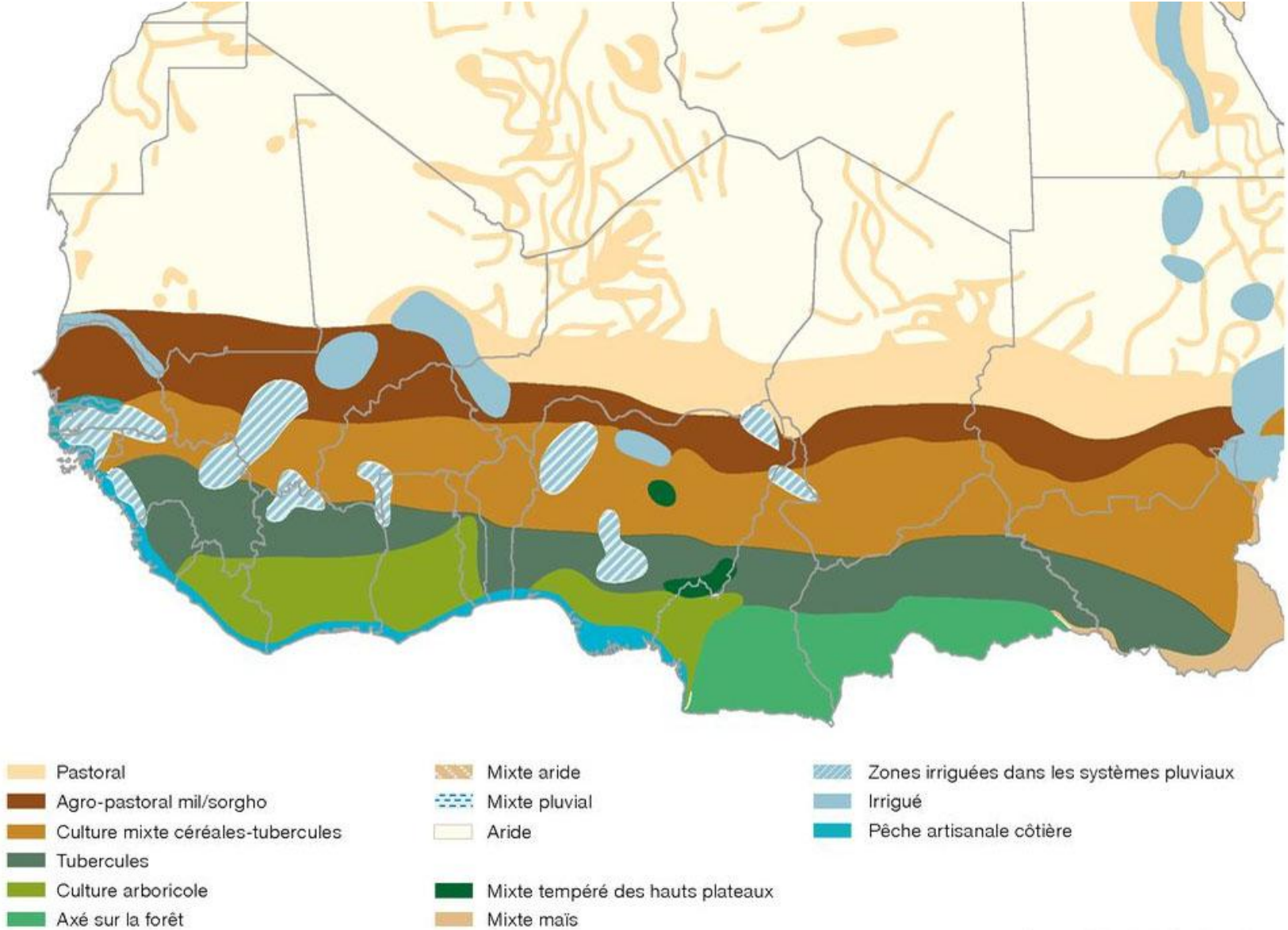
Réserves en devises de la Banque centrale des Etats de l’Afrique l’Ouest (BCEAO) en hausse et donc de ses capacités de prêts.



## Faiblesses – Structurelles

- Insuffisances et instabilités dans les systèmes de gouvernance.
- Faiblesse du capital humain : persistance de la pauvreté, du chômage des jeunes et du sous-emploi, déficit de ressource humaine qualifiée se situant en particulier au niveau BAC + 2.
- Faible dotation des pays en infrastructures dans les domaines du transport, de l'énergie, des TIC, de l'eau, de l'assainissement, entraînant des pertes post-récolte, augmentant les coûts de production et entravant la compétitivité.
- Disparités locales et régionales : fortes concentrations des activités économiques dans les villes/capitales côtières (Abidjan, Dakar, Cotonou, Lomé, Conakry, etc.) au détriment du reste des territoires. Accentuation des migrations depuis les campagnes vers les villes du littoral.
- Faibles recettes publiques et fiscalité (économie informelle à plus de 80%) à la fois basse et peu incitative.
- Faible développement du secteur privé avec des difficultés d'accès aux financements.

# Régions agricoles d'Afrique de l'Ouest



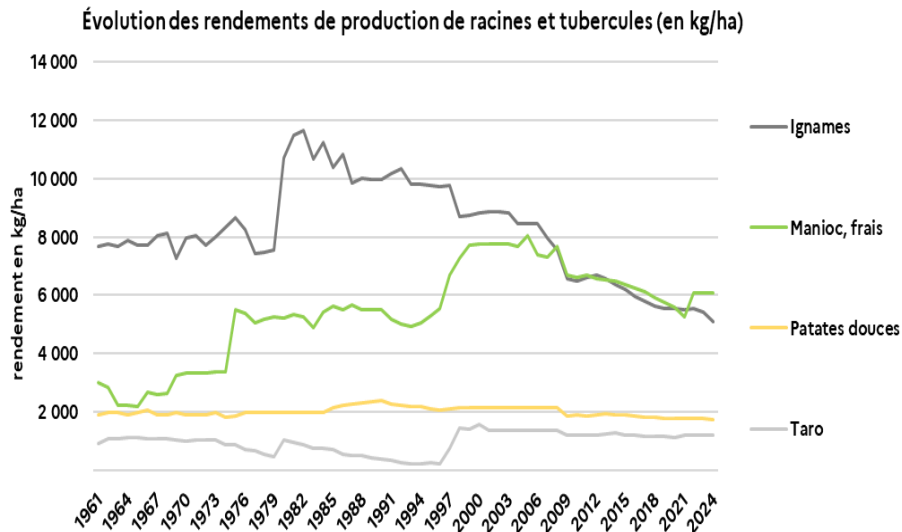
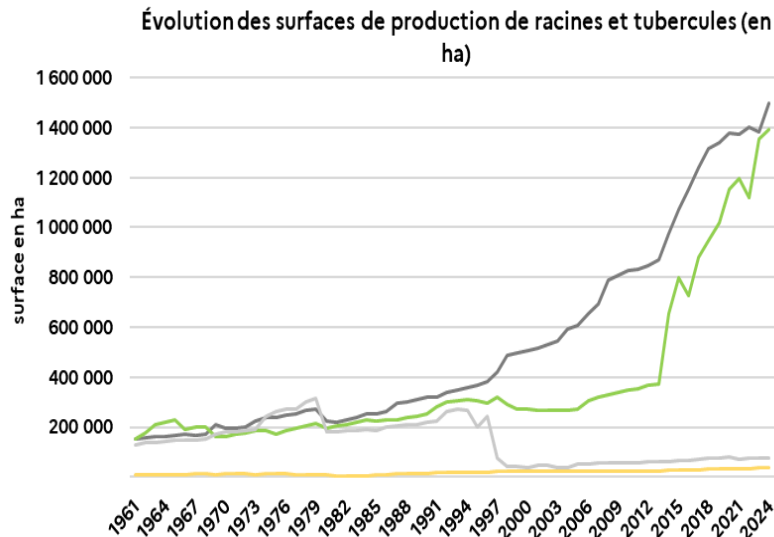
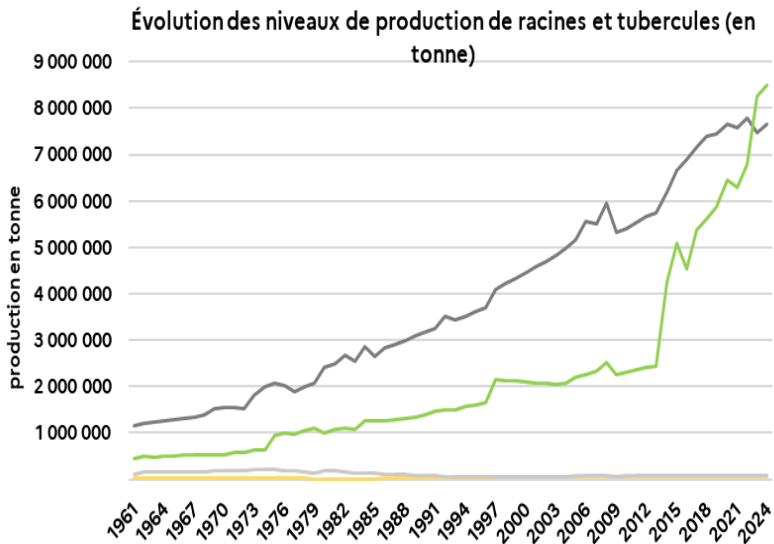
Source : FAO, Major farming systems

## Faiblesses – Spécifiques au secteur agricole

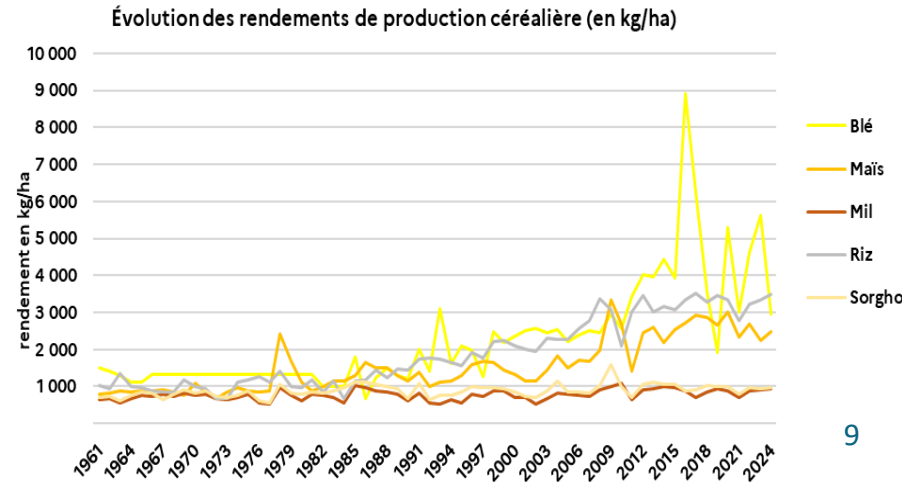
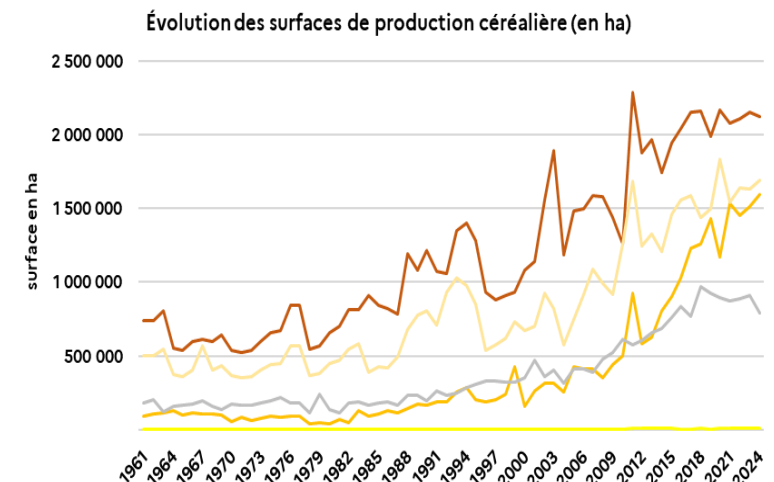
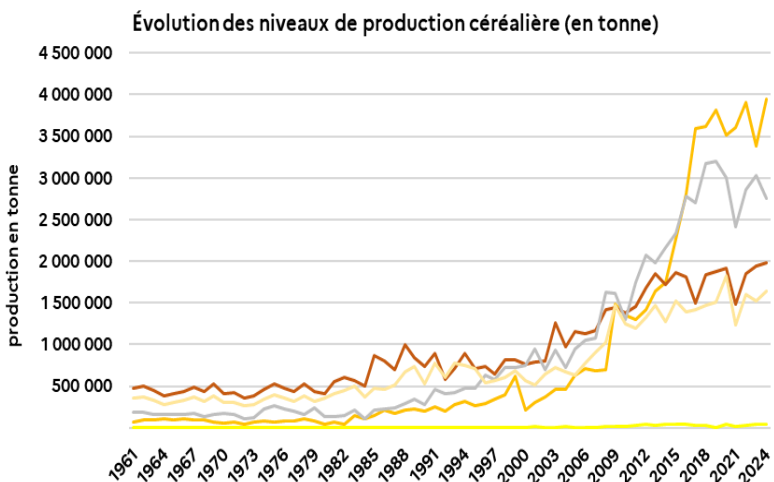
- Forte dégradation des sols (intensification et pratiques agricoles, **déforestation**, désavatisation, etc.).
- Faible développement de l'irrigation (3% dans la bande sahélienne).
- Faible mécanisation (énergie agricole : 65% hommes, 25% animaux, 10% moteurs).
- Faiblesse de la surface des exploitations (80% font moins de 2 ha).
- **Faiblesse des rendements et de la productivité.**
- Faible développement et intégration des chaînes de valeurs agricoles et industrielles.
- Prédominance d'activités informelles.
- Difficulté d'accès au foncier. Difficulté d'accès aux crédits.
- Politiques budgétaires agricoles encore trop souvent limitées à la fourniture de semences et d'intrants.

# Faiblesses – Spécifiques au secteur agricole

## Rendements : exemple tubercules Côte d'Ivoire

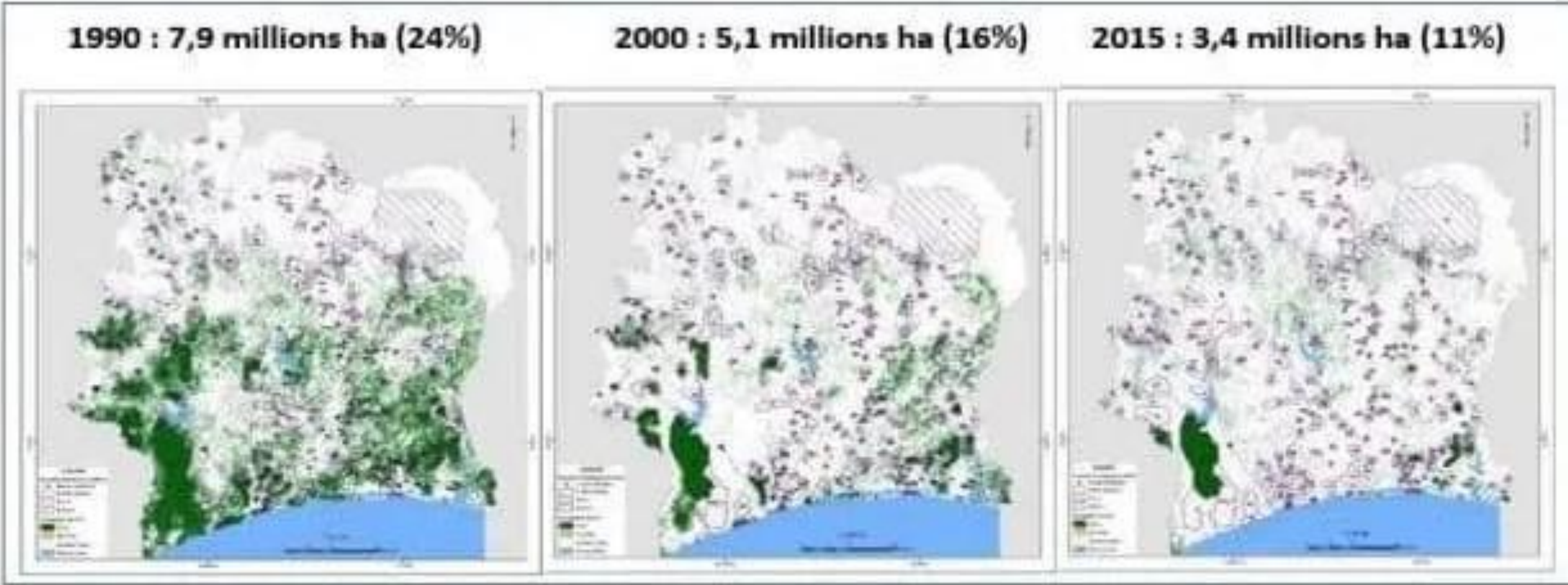


## Rendements : exemple céréales Mali



# Faiblesses – Spécifiques au secteur agricole

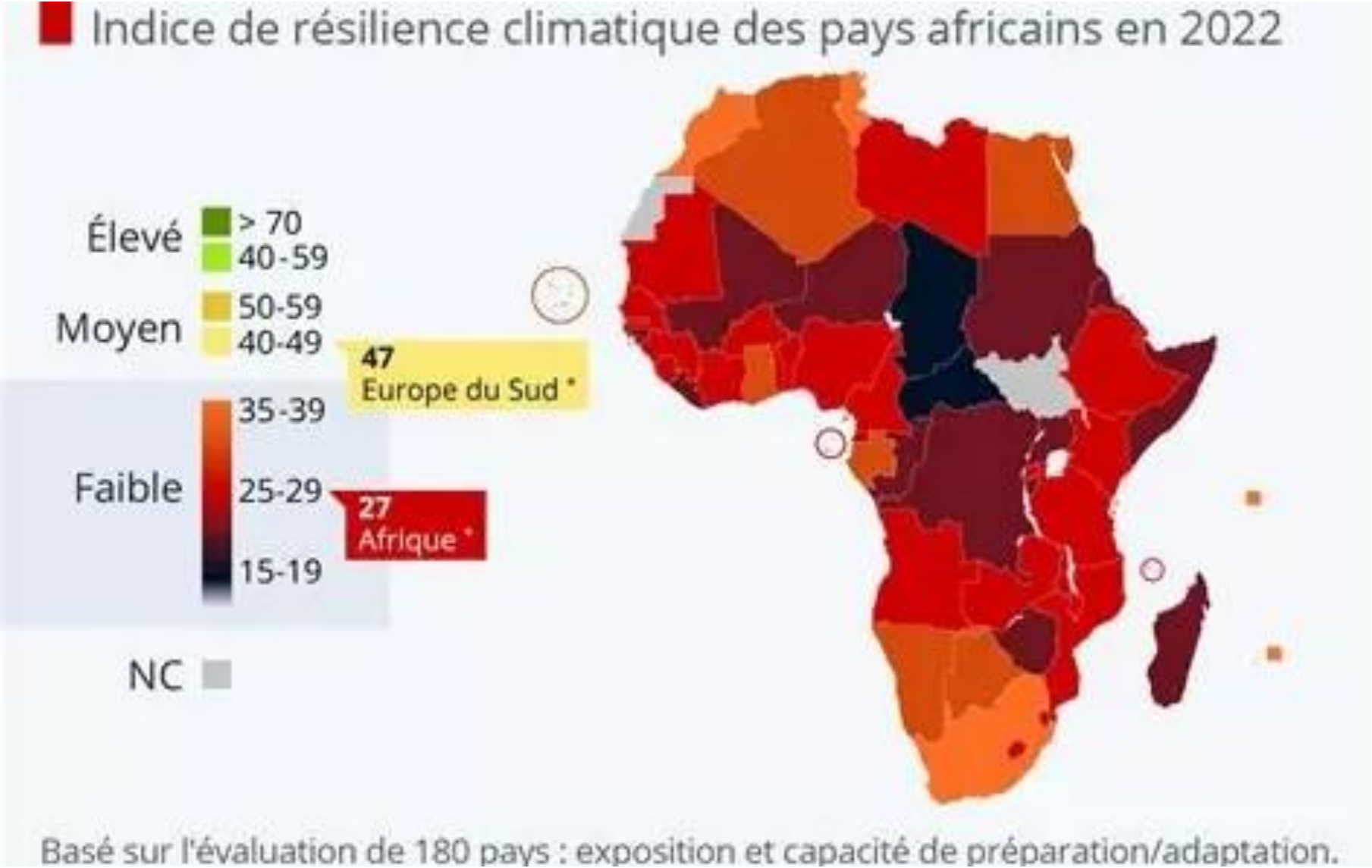
Déforestation en Côte d'Ivoire.



# Risques

- Propagation de la crise sahélienne.
- Vulnérabilité aux chocs externes (Crises financières, COVID 19, invasion de l'Ukraine par la Russie) – Plutôt résilient.
  
- Vulnérabilité aux fluctuations des prix des matières premières.
- Vulnérabilité aux changements climatiques (baisse des rendements, etc.) – Très faible résilience.

# Risques



## Opportunités

- Conditions édapho climatiques ou agroécologiques plutôt favorables et le potentiel pour promouvoir une économie verte et sobre dans divers domaines dont l'agriculture.
- Potentiel agricole de la zone, et des pays côtiers en particulier, avec des avantages compétitifs de plusieurs filières et l'émergence d'un tissu agro-industriel propice au développement des chaînes de valeurs.
- Potentialités encore faiblement exploitées dans de nombreux secteurs dont l'agriculture sur des marchés en croissance au niveau national, sous-régional et régional.
- Politique volontariste de développement des infrastructures (agriculture, transport, énergie, santé, etc.) appuyée par les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux.
- Politique volontariste d'améliorer la sécurité alimentaire et d'accroître la transformation locale.
- Intérêt croissant du secteur privé et des partenaires au développement pour le développement de l'agriculture et de l'agro-industrie ivoirienne.
- Orientation de nombreux projets à destination des femmes et des jeunes (grande majorité de la population).

**La question de l'organisation des producteurs** (coopératives, gouvernance, etc.), **du foncier et du financement** des producteurs demeurent des points de vigilance : L'organisation des producteurs se limite encore trop souvent aux discours ; priorités des gouvernants et des pouvoirs publics qui trop souvent, ne mettent pas en place le cadre juridique et les moyens permettant une réelle autonomisation économique des organisation agricoles.

**L'agroécologie est challengée par la Smart Agriculture.** Porté notamment par la recherche agronomique française dans la sous-région les concepts de l'agroécologie se heurtent à la « smart agriculture » qui met davantage en avant les innovation technique (génétique, drone...) et est plus vendable par des politiques qui souhaitent rajeunir l'image de ce secteur d'activité.

**Le principal gisement d'emplois correspond aux chaînes de valeur agricoles.** Mais les transformations sociales dans les agricultures familiales marquées par des migrations depuis les campagnes vers les villes du littoral devraient s'accroître au fil des générations et des changements climatiques à venir. L'impact sur la disponibilité de la force de travail en milieu rural pour cultiver la terre est déjà palpable, et apparaît souvent comme une des premières contraintes dans les différentes enquêtes agricoles.

**L'influence de la France demeure forte** mais est de plus en plus challengée, en particulier dans les secteurs agricoles et agroalimentaires :

- montée de la concurrence des autres pays de l'Union européenne (Espagne et Pays bas) notamment ;
- concurrence asiatique déjà bien installée et montant également en puissance avec en particulier depuis quelques années ; poids croissant des opérateurs chinois et indiens ;
- pays du pourtour méditerranéens (Maroc, Turquie, Egypte dans l'agroalimentaire et les petits équipements) devenant de sévères concurrents

**Merci de votre attention**

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI/agriculture-agroalimentaire>